



AMBASSADE DE SUISSE
EN FINLANDE

Registratur / FK
~~URGENT~~
Par courrier spécial

HELSINKI / HELSINGFORS 12, le 17 février 71
Uudenmaankatu / Nylandsgatan 16 B
Tél. 14433

Réf.: 310.01(2) - T/es

Monsieur le Ministre Hans Miesch
Chef du Service politique est
du Département politique fédéral

B e r n e

esedyt.
M.

an	FK	CF	MB			(a/o)
Datum	24.2	1.3				
Visa	FW	ch	MM			MB
EPD	24. Feb. 1971					
Ref.	p. B. 15. 21. Fi. (1)					

Wf'

Monsieur le Ministre,

La venue en Finlande du Chef du Département le 17 mai en qualité d'invité du Gouvernement finlandais m'oblige à mettre au point dès maintenant certaines questions relatives au programme de cette visite.

Parmi ces questions il en est une qui me paraît particulièrement délicate et au sujet de laquelle j'aimerais connaître dès que possible la décision de M. le Conseiller fédéral Graber. Voici de quoi il s'agit:

Nous comptons parmi nos amis en Finlande un employé de la Nordiska Föreningsbanken, M. Torsten Almquist, qui à ses heures de loisir étudie les institutions politiques de la Confédération et des Cantons et écrit assez fréquemment dans divers journaux sur cette question.

M. Almquist est d'autre part un membre très actif de l'Association des amis finlandais de la Suisse et il ne manque



- 2 -

jamais l'occasion de rendre service à notre pays.

Au cours de l'an dernier notamment, M. Almquist a joué un rôle prépondérant dans la fondation d'un Conseil économique suisse qui groupe tous les représentants en Finlande des maisons suisses intéressées d'une manière suivie à ce marché. Le Conseil est appelé à rendre des services extrêmement utiles à notre commerce d'exportation. M. Almquist est ainsi devenu déjà bien avant mon arrivée ici une personnalité jouissant de la confiance particulière de l'Ambassade et j'aurais craint de le blesser si je ne lui avais pas donné la primeur de la nouvelle de la prochaine visite de M. Graber, même au risque de provoquer la prière suivante que M. Almquist m'a faite à l'intention de M. Graber, mais à laquelle malheureusement j'estime devoir ajouter un préavis négatif.

M. Almquist est devenu depuis quelques mois le Président d'une Association, la "Société de Politique étrangère" dont le but est d'organiser des conférences sur des sujets de politique internationale. M. Almquist voudrait que M. Graber y donne une conférence sur un sujet de politique étrangère suisse, de préférence la neutralité.

Il existe déjà une association analogue bien connue qui est la Société Paasikivi qui jouit du patronage du Président de la République et qui a été fondée après la guerre avant tout pour promouvoir les bonnes relations avec l'URSS. Il n'est donc jamais question d'offrir la parole dans le sein de la Société Paasikivi à des orateurs dont on pourrait craindre qu'ils représentent des vues discordantes par rapport à la politique de neutralité dite Ligne Paasikivi-Kekkonen.

L'association dont M. Almquist est le Président répond donc à un certain besoin car elle offre une chaire à des orateurs

- 3 -

qui ne désirent pas être les hôtes de la Société Paasikivi parce que la réserve à laquelle on s'oblige implicitement en y prenant la parole ne leur convient pas.

On m'a prétendu qu'en novembre dernier le Ministre des Affaires étrangères des Pays Bas, Luns, a préféré être l'hôte de la "Société de Politique étrangère" plutôt que de la "Société Paasikivi".

Malheureusement, parlant successivement aux membres de la Société de Politique étrangère, à la presse et à un groupe de parlementaires, M. Luns a laissé échapper des propos désobligeants pour la neutralité suédoise tandis qu'il a loué la neutralité suisse, proposant même celle-ci comme un modèle à copier aux pays "non candidats" à l'adhésion au traité de Rome.

Ces propos ont été divulgués par les journaux et ils ont fait une mauvaise impression. M. Karjalainen, le Premier Ministre, a jugé opportun de convier l'Ambassadeur de Suède pour lui dire les regrets qu'il avait éprouvés à en prendre connaissance.

M. Almqvist auquel sa sympathie pour la Suisse voile un peu le jugement n'est pas un admirateur sans mesure du Président Kekkonen. Il trouve que la constitution finnoise se ressent trop des antécédents monarchiques du régime actuel. Il voudrait que la Finlande s'inspire des institutions décentralisées de la Suisse et surtout de la démocratie directe.

Libre à lui d'exprimer ses opinions. Mais nous devons savoir que celles-ci (qu'à part moi je ne trouve pas fondées) ne font pas plaisir à tout le monde. Des journalistes m'ont demandé récemment ce que je pensais des articles de M. Almqvist.

./.

- 4 -

J'ai répondu que ni mes prédécesseurs ni moi n'y avons jamais été pour rien et que je n'avais pas à en faire la critique.

Je n'aimerais pas qu'un Conseiller fédéral parlât de la neutralité suisse sous le patronage de M. Almquist.

Vous savez aussi bien que moi combien différente la politique de neutralité de la Finlande est de celle de la Suisse. J'ai eu l'occasion de le souligner une fois de plus tout récemment dans mes RP No 2 et 3 des 9 et 11 février au sujet de la candidature Jakobson au Secrétariat Général de l'ONU.

Le Gouvernement finlandais de son côté n'a aucune raison de souhaiter qu'on mette en évidence les traits distinctifs de sa politique de neutralité par rapport à celle de l'Autriche et à celle de la Suisse, surtout si l'orateur est une personne aussi en vue qu'un Ministre des Affaires étrangères.

Le Ministre autrichien Waldheim qui a visité officiellement Helsinki en novembre 1964 s'est dérobé à une invitation analogue à celle que M. Almquist nous soumet.

Il y a d'autre part ici toujours quelque membre de l'opposition disposé à saisir n'importe quel prétexte pour critiquer non pas la "Ligne Paasikivi-Kekkonen" mais le style personnel que le Président lui confie.

Il serait fâcheux qu'une conférence du Chef du Département déclanche une critique de ce genre.

J'ai osé effleurer cette question avec le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères vu nos excellentes relations personnelles. Il ne trouve pas non plus qu'une con-

./.

- 5 -

férence puisse "ajouter quoi que ce soit" au succès que la visite de M. Graber ne peut manquer de rencontrer.

Je vous prie donc de m'autoriser à faire savoir à M. Almquist que le Chef du Département est trop occupé pour pouvoir préparer une conférence sur quelque sujet que ce soit et qu'au demeurant la brièveté de son séjour ici ne lui permettrait pas de réserver le temps nécessaire à une telle manifestation sans négliger d'autres devoirs plus importants.

J'attache d'autant plus de prix à recevoir rapidement la décision du Chef du Département qu'il m'a été rapporté tout à l'heure que M. Almquist, abusant de ma confiance, essaye de mobiliser le Ministre Leskinen en faveur de son idée (conférence Graber).

Leskinen aurait répondu à Almquist qu'il trouvait l'idée bonne.

Or, j'en ai assez écrit au sujet de M. Leskinen (mon RP No 2 du 9.2.71) pour que vous puissiez présumer la superficialité des appréciations de cette personnalité. L'opinion du Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères, homme de confiance du Président dans l'ombre duquel il a vécu cinq ans durant, en qualité de chef de la Chancellerie présidentielle, possède à mes yeux plus de poids.

Lorsque mon collègue autrichien M. Pichler m'a dit que le Ministre Waldheim avait refusé de faire une conférence lors de sa visite officielle en 1969, il m'a aussi communiqué un renseignement intéressant au sujet de la "Besuchsdiplomatie" de Leskinen.

Celui-ci voudrait hausser la réputation de la neutralité

- 6 -

finnoise au niveau de celle des neutralités autrichienne et suisse. C'est pourquoi il pousse fort aux échanges de visites entre Helsinki d'un part et Vienne et Berne de l'autre. Tout récemment Leskinen s'est littéralement "fait inviter" à Vienne. Il a forcé la main des Autrichiens quelques jours avant d'accompagner le Président Kekkonen à Rome et il a insisté auprès de mon collègue pour que l'Ambassadeur de Finlande à Vienne, qui est aussi accrédité auprès du St. Siège, lui apporte à Rome les propositions de Vienne à ce sujet, ce qui a été fait. Il ira à Vienne au mois de mars déjà. On peut parier qu'il a invité M. Graber pour se faire inviter lui-même le plus vite possible à Berne.

Mon informateur pense comme moi que Leskinen dont l'attribution aux Affaires étrangères ne peut guère durer, tient à profiter de cette tribune pour donner le plus de publicité possible à sa personne.

Je trouve quant à moi que, s'il l'avait souhaité, il y a longtemps que le Président Kekkonen ou le Ministre Karjalainen aurait pu proposer un échange de visites entre Helsinki et Berne. En tout cas ce ne sont pas eux, les véritables détenteurs du pouvoir en Finlande, qui ont jamais marqué de l'intérêt à opérer un rapprochement entre nos deux neutralités.

M. Karjalainen ne m'a-t-il pas dit lui-même il y a un an lorsqu'il était aux affaires étrangères qu'il ne désirait pas que la conférence de sécurité place à son agenda l'examen du statut des neutres, c'est-à-dire entre autres la question de la reconnaissance de la neutralité finnoise par l'URSS?

Comme je reçois le Ministre Leskinen à déjeuner chez moi le mardi 23 février, je vous serais très reconnaissant, si

./.

- 7 -

vous tâchiez, en dépit de ce court délai, d'obtenir la décision de M. Graber assez tôt pour pouvoir me communiquer celle-ci dans la matinée du 23 février, par téléc.

en l'absence

J'aurai ainsi selon le tour que la conversation prendra la possibilité de dire à M. Leskinen que le Chef du Département est actuellement trop chargé pour pouvoir prendre la parole devant un cercle privé à l'occasion de sa visite ici.

Si M. Graber estimait difficile de se dérober à la prière de M. Almquist éventuellement appuyée par le Ministre Leskinen, je suggérerais fortement qu'il traite un autre sujet que la neutralité: notre politique en matière d'assistance technique ou nos relations avec l'ONU par exemple.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse

Nimibul